

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

13^e édition

JEAN COMBACAU / SERGE SUR

Professeurs émérites de l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

La 1^{re} édition de cet ouvrage a été couronnée par l'Institut de France
(Académie des Sciences morales et politiques, Prix Limantour, 1995)

LGDJ une marque de
Lextenso

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)

Avertissement de la 1^{re} édition (1993)	5
Liste des abréviations et sigles	13
Bibliographie générale	19
<hr/>	
CHAPITRE 1 LES RELATIONS INTERNATIONALES ET LE DROIT	33
<hr/>	
SECTION 1. La notion de droit international	33
§ 1. Les relations interétatiques et leur droit	34
§ 2. Les relations transétatiques et leur droit	36
A. Notion et typologie	36
1. Caractère transétatique : l'extranéité	36
2. Types de relations transétatiques	37
B. Ordres juridiques de référence, 1 : ordres extra-étatiques	38
1. Ordres superétatiques	39
2. Ordres transétatiques	40
C. Ordres juridiques de référence, 2 : ordres étatiques et ordre interétatique	41
1. Position du problème	41
2. Application aux relations transétatiques privées	43
3. Application aux relations transétatiques publiques	44
§ 3. Le droit international public dans le champ des disciplines juridiques internationales	46
SECTION 2. Le système juridique international	49
§ 1. Préliminaires	49
A. Les systèmes juridiques : éléments constitutifs	49
B. Le système juridique étatique : verticalité du modèle hiérarchique	51
1. Production du droit : l'État, producteur primaire du droit	52
2. Réalisation du droit : l'État, garant du droit	53
§ 2. Le système juridique international : horizontalité du modèle anarchique	54
A. La souveraineté de l'État, première approche	54
B. Conséquences sur l'organisation du système	55

1. Production du droit	56
2. Réalisation du droit	58
SECTION 3. La régulation juridique internationale	60
§ 1. Dimensions	60
A. Les trois dimensions	61
1. Dimension idéologique	61
2. Dimension organisatrice	62
3. Dimension d'enregistrement	63
B. Leur désarticulation en droit international public	63
1. Originalité du droit international	64
2. Exemples	64
§ 2. Fonctions	66
A. Fonctions générales	66
1. Différenciation suivant les usages	67
2. Répartition suivant les moments de la norme	68
B. Fonctions analytiques	68
CHAPITRE 2 ÉLÉMENTS DE FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL	73
SECTION 1. Données générales	73
§ 1. Modes de formation	74
1. Le problème des « sources »	74
2. L'article 38 du Statut de la C.I.J.	75
3. L'unilatéral et le concerté	77
§ 2. Origine du droit international : l'engagement international de l'État ..	79
1. Notion	79
2. Fondement	80
§ 3. Degrés de normativité internationale	81
A. En fonction des modes de formation	82
1. Équivalence de principe entre coutume et traité	82
2. Normes à autorité renforcée : le <i>jus cogens</i>	82
3. Normes à autorité atténuée	85
B. En fonction de la nature des obligations	85
SECTION 2. Coutume internationale	86
§ 1. Approches	87
A. Approches doctrinales	87
1. Deux thèses dominantes	87
2. Approche génétique	88
3. Didactique	89
4. Fonctionnelle	90
B. Approche positive	90
1. Antinomies	90

2. La coutume comme puissance, comme processus et comme norme	91
§ 2. Attestation des normes coutumières	92
A. Processus de formation et attestation d'existence	92
1. Mystères du processus	92
2. Éléments d'attestation	93
B. Diversité du matériel de référence	94
1. Doctrine	94
2. Documents émanant d'organisations internationales	94
3. Pratiques étatiques	96
4. Jurisprudence internationale	97
C. Unité de la méthodologie	98
1. Pratique	98
2. « <i>Opinio juris</i> »	99
3. Combinaison	101
§ 3. Puissance juridique	102
A. Opposabilité des normes	102
1. Coutumes générales	103
2. Coutumes régionales ou particulières	104
B. Coutume et codification	104
1. Maintien de la puissance coutumière	105
2. Principe d'indépendance : superposition des normes conventionnelles aux normes coutumières	106
3. Principe d'interférence : cristallisation de nouvelles règles coutumières par la codification et le développement progressif ...	107
SECTION 3. Traités internationaux	108
§ 1. Évolution du droit des traités	108
1. Développement de leur rôle	108
2. Facteurs de leur développement	109
3. Bases de leur régime juridique	109
§ 2. Définition et classification	111
A. Définition	111
B. Classification	113
1. Classifications doctrinales	113
2. Classifications suivant la Convention de Vienne	114
§ 3. Capacité de conclure des traités	115
1. États	116
2. Organisations internationales	117
3. Autres entités	117
SECTION 4. Instruments concertés non conventionnels	119
A. Identification	119
1. Instruments	119
2. Concertés	120

3. Non conventionnels	120
B. Caractères	121
1. Intégration dans un processus	122
2. Engagement international	123
3. Modes d'exécution	124
4. Aspect doctrinal et aspect positif	125
SECTION 5. Actes unilatéraux étatiques	125
§ 1. Notion	126
A. Typologie	126
1. Instruments et conduites diplomatiques	126
2. Actes internes	127
B. Prise en considération par le droit international	128
1. Imputabilité à l'État	128
2. Opposabilité	128
§ 2. Effets	129
1. Actes conditionnés par des normes conventionnelles	129
2. Actes conditionnés par des normes coutumières	129
3. Engagements autonomes	130
SECTION 6. Actes des organisations internationales	131
§ 1. Régime juridique	132
1. Diversité	132
2. Validité	133
3. Autorité	134
§ 2. Effets	135
A. Internes à l'organisation	135
B. À l'égard des États membres	136
1. Hypothèse générale : absence de force obligatoire	136
2. Hypothèses d'actes obligatoires	138
C. À l'égard des tiers	139
SECTION 7. Principes généraux du droit	140
A. « Principes généraux de droit » au sens de l'art. 38 du Statut de la Cour	140
1. Fonctions	141
2. Origine	141
B. Principes du droit international	143
CHAPITRE 3 DROIT INTERNATIONAL DES TRAITÉS	149
SECTION 1. Procédures conventionnelles	149
§ 1. Rédaction, adoption et authentification du texte	150
1. Procédures classiques	150
2. Au sein de conférences internationales	151
3. Au sein d'organisations internationales	152

4. L'authentification du texte et ses conséquences	152
§ 2. Engagement	153
A. Modes d'expression	154
1. Signature, échange d'instruments constituant un traité	154
2. Ratification et procédures voisines	155
3. Adhésion, acceptation, notification de succession	156
B. Dispositions du droit français	157
§ 3. Protection de l'authenticité : les vices du consentement	160
A. Consécration normative	161
B. Vices invocables	163
1. Violation de règles du droit interne relatives au consentement	163
2. Vices du comportement international des parties : erreur, dol, corruption	164
3. Contrainte	165
C. Constatation et conséquences	167
§ 4. Réserves	169
1. Notion	169
2. Assouplissement pratique	170
3. Conditions d'opposabilité	171
§ 5. Entrée en vigueur	173
1. Dépôt	173
2. Date d'entrée en vigueur	173
3. Enregistrement et publication	174
§ 6. Modification	174
A. Modification et stabilité des relations conventionnelles	175
B. Modification explicite	176
1. Traités bilatéraux	176
2. Traités multilatéraux	176
3. Procédures spéciales	177
C. Modification implicite	178
§ 7. Terminaison	178
A. Régime de la convention de vienne : limites et distinctions	179
1. Limites	179
2. Distinctions pertinentes	179
B. Retrait	180
1. Droit de retrait	181
2. Motifs invocables	181
3. Procédure	182
C. Extinction	183
1. Accord spécial des parties	183
2. Évolution du droit extérieur au traité	183
SECTION 2. Autorité des normes conventionnelles : le principe « <i>Pacta sunt servanda</i> »	184

§ 1. Puissance juridique	184
1. Puissance de la technique conventionnelle et puissance des normes conventionnelles	184
2. Diversité de l'autorité des normes conventionnelles	186
§ 2. Effets entre les parties	187
1. Champ d'application spatial	187
2. Champ d'application temporel	189
§ 3. Effets à l'égard des tiers	190
A. Notion de tiers	190
B. Absence d'effet direct	191
C. Extension aux tiers sur la base de leur consentement	191
1. Mécanismes généraux	191
2. Cas particuliers	192
§ 4. Relations avec d'autres règles internationales	193
A. Conformité aux règles impératives : le « <i>jus cogens</i> »	193
1. Définition et caractères du « <i>jus cogens</i> »	194
2. Mécanisme d'application	196
B. Relations entre traités	197
1. Dispositions propres à chaque traité	197
2. Règles générales supplétives	198
C. Traités et coutumes	199
<hr/>	
CHAPITRE 4 TECHNIQUES DE MISE EN ŒUVRE DU DROIT INTERNATIONAL	203
<hr/>	
SECTION 1. Interprétation	204
§ 1. Fonctions	205
A. Indétermination	205
B. Interprétation et positivité du droit	207
C. Interprétation et rationalisation du droit	208
§ 2. Modes	208
A. Interprétations unilatérales	209
B. Interprétation concertée	210
C. Interprétation juridictionnelle	211
§ 3. Méthodes	212
A. Approche méthodologique de l'interprétation	212
B. Principes, règles, techniques	213
C. Orientations	214
SECTION 2. Application dans l'ordre interne	215
§ 1. Problèmes généraux	216
A. Questions de principe	216
1. Schémas théoriques : dualisme et monisme	216
2. Tendances positives : autonomie et interdépendance des deux ordres	219

B.	Solutions constitutionnelles	220
C.	Rôle des juridictions	221
§ 2.	Application en droit français	222
A.	Dispositions constitutionnelles	223
1.	Orientations de fond	223
2.	Autorités chargées de leur exécution	224
B.	Dynamique jurisprudentielle	225
1.	Principales étapes	225
2.	Origines et composantes	227
C.	Applicabilité juridictionnelle des normes internationales	228
1.	Droit conventionnel	228
2.	Droit coutumier	232
D.	Autorité par rapport aux normes internes	234
1.	Par rapport aux actes de l'Exécutif	235
2.	Par rapport à la loi	235
3.	Par rapport à la Constitution	237
SECTION 3.	Procédures internationales aux fins de l'application du droit	239
§ 1.	Respect, violation, application du droit	240
A.	Violation du droit	240
1.	Établissement	240
2.	Classification	241
B.	Mesures tendant à l'application du droit	242
1.	Imposition, compensation, application	243
2.	Caractères généraux des mesures d'application	244
§ 2.	Surveillance et vérification	244
A.	Composantes	245
1.	Éléments	245
2.	Compétence	246
3.	Fonctions	247
B.	Techniques organisées	248
1.	Techniques conventionnelles	248
2.	Techniques institutionnelles	250
§ 3.	Contre-mesures	252
A.	Notion	252
B.	Fonctions	254
C.	Efficacité	255
D.	Réglementation	256
1.	Contre-mesures prohibées	256
2.	Canalisation des contre-mesures	257
CHAPITRE 5	L'ÉTAT EN DROIT INTERNATIONAL	263
SECTION 1.	Statut international de l'État	264
§ 1.	Personnalité internationale	265

1. L'État comme être corporatif	265
2. L'État comme sujet de droit international.....	266
§ 2. Attributs internationaux : le statut d'État	267
A. Caractères d'ensemble	268
1. Nature juridique	268
2. Consistance	269
B. Capacité d'agir internationalement : le pouvoir légal de l'État	270
1. Capacité substantielle.....	270
2. Capacité processuelle.....	271
C. Souveraineté internationale : la liberté légale de l'État.....	272
1. La souveraineté, face interne et face internationale.....	272
2. L'égalité entre États souverains.....	273
SECTION 2. Condition internationale de l'État souverain	273
§ 1. Condition de l'État dans les ordres juridiques étrangers,	
1 : présentation d'ensemble	274
A. Position du problème.....	274
B. Condition à l'étranger des activités de l'État souverain	275
1. Activités en territoire étranger.....	275
2. Activités en tous lieux	277
§ 2. (suite) 2 : Application à l'État de règles substantielles étrangères	
(les exemptions)	278
A. L'État, ses services et ses démembrements	278
B. Les locaux étatiques	279
C. Les organes et agents étatiques et leur entourage	280
1. Principes directeurs	280
2. Privilèges relatifs à l'accès au territoire	281
3. Privilèges relatifs à la condition territoriale	282
§ 3. (suite) 3 : Mise en œuvre contre l'État de voies de droit étrangères	
(les immunités).....	283
A. Les immunités de l'État souverain	283
1. Présentation générale	283
2. Régime juridique : l'immunité restreinte.....	285
3. Régime juridique (suite)	286
B. Les immunités des organes et agents de l'État	288
§ 4. Condition de l'État dans l'ordre juridique international,	
1 : l'autolimitation de l'État	290
A. Notion d'autolimitation	290
1. Le problème de l'autolimitation	290
2. La liberté légale du souverain	291
B. Des limites à l'autolimitation ? Liberté formelle contre liberté	
substantielle	293
1. Position du problème	293
2. Solutions du droit international	293

3. Pratique française	295
§ 5. (suite) 2 : Les libertés résiduelles de l'État	297
A. Étendue des libertés	297
1. Variabilité de la sphère de liberté résiduelle	297
2. La présomption de liberté	298
B. L'État dans sa sphère de liberté résiduelle : le principe de non-ingérence	300
1. Notion d'ingérence dans les affaires de l'État	300
2. Régime juridique : l'ingérence illicite	301
SECTION 3. Formation de l'État	302
§ 1. Émergence de la collectivité étatique, 1 : modalités	303
A. Distinction des genres : sécession et substitution	303
1. Survivance de l'État : formation par sécession	304
2. Disparition de l'État : formation par substitution	304
B. Distinction des espèces de la sécession : le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »	306
1. Droit de sécession des collectivités coloniales	306
2. Droit de sécession des autres collectivités dépendantes	308
§ 2. Émergence de la collectivité étatique, 2 : conditions	310
A. Position du problème	310
B. Substance : le pays	312
1. Facteur social : une collectivité	312
2. Facteur spatial : ... territoriale	313
C. Qualités, 1 : l'organisation politique	314
1. Aspect organique : existence d'un appareil gouvernemental	314
2. Aspect fonctionnel : ... exerçant effectivement l'autorité étatique	315
D. Qualités, 2 : l'indépendance	316
1. Notion	316
2. Modalités d'acquisition	317
§ 3. Réalisation de la qualité d'État	319
A. Institution légale de l'État	319
1. Réalisation des conditions de fond	319
2. Absence de conditions de procédure	321
B. Opposabilité du statut d'État	322
1. Opposabilité à qui ?	322
2. Opposabilité de quoi ?	323
§ 4. Reconnaissance internationale de l'État	325
A. Signification et effets légaux	325
1. Position du problème	325
2. Situation objective de l'État	326
3. Situation intersubjective (relations entre États)	327
B. Liberté de reconnaître et de ne pas reconnaître	328

1. Position du problème	328
2. Pratique internationale	328
3. Droit positif	329
C. Formes.....	330
SECTION 4. Identité de l'État dans le temps.....	331
§ 1. Mutations de la collectivité étatique et continuité de l'État	331
A. Le principe de continuité.....	331
1. Mutations substantielles	331
2. Mutations organiques	332
B. Reconnaissance internationale du gouvernement	334
1. Signification et effets légaux	334
2. Liberté de reconnaître et de ne pas reconnaître	335
3. Formes	338
§ 2. Disparition de la collectivité étatique et dissolution de l'État	338
A. Atteintes forcées à l'indépendance	339
B. Renonciation à l'indépendance	340
1. Situations ne comportant pas renonciation à la qualité d'État	341
2. Situations comportant renonciation à la qualité d'État	342
CHAPITRE 6 LES SUJETS INTERNES EN DROIT INTERNATIONAL	347
SECTION 1. Statut international.....	347
§ 1. Effets internationaux de la personnalité interne	348
1. Position du problème	348
2. Éléments de solution	348
§ 2. Personnalité internationale	351
A. Position du problème	351
1. Le sujet interne comme objet du droit international	351
2. Le sujet interne comme sujet du droit international	352
B. Solutions positives	354
1. Principes applicables.....	354
2. Pratique internationale : la casuistique de l'immédiateté.....	355
§ 3. Capacité d'agir internationalement	356
A. Capacité substantielle : le pouvoir de s'engager	357
1. Par des actes juridiques.....	357
2. À raison de faits juridiques.....	358
B. Capacité processuelle : le pouvoir de réclamer	360
1. Accès aux organes de l'État défendeur	361
2. Accès aux organes propres à l'ordre international	362
SECTION 2. La nationalité	363
§ 1. Le lien individuel : nationalité des personnes physiques	364
A. Détermination de la nationalité, 1 : pratiques étatiques	364
1. Attribution originaire	364

2. Acquisition ultérieure.....	364
3. Perte.....	366
B. Détermination de la nationalité, 2 : règles internationales.....	367
1. Exercice du pouvoir de détermination de la nationalité.....	367
2. Efficacité internationale de la nationalité.....	368
C. Nationalités multiples et apatridie.....	369
1. Nationalités multiples.....	369
2. Apatridie.....	371
§ 2. Les liens collectifs.....	372
A. Personnes morales.....	372
1. La nationalité corporative : position du problème.....	372
2. Pratiques étatiques.....	373
3. Règles internationales.....	374
B. Êtres collectifs sans personnalité.....	375
1. La compétence personnelle sur les ensembles organisés.....	375
2. Détermination de la nationalité, 1 : le cas des navires.....	377
3. Détermination de la nationalité, 2 : autres cas.....	379
SECTION 3. Condition internationale des sujets internes, 1 : identification des États compétents.....	380
§ 1. Champ d'application des règles étatiques.....	381
A. La concurrence des règles : examen théorique.....	381
1. Position du problème.....	381
2. Solutions envisageables : les rattachements et leur légitimité.....	383
B. Les limites de l'efficacité des règles : pratiques étatiques et droit international.....	386
1. Procédés de limitation.....	386
2. Normes territoriales : appui sur la compétence territoriale.....	388
3. Normes extraterritoriales, 1 : appui sur la compétence personnelle.....	389
4. Normes extraterritoriales, 2 : défaut de compétence personnelle ...	390
§ 2. Réalisation des règles étatiques.....	393
A. Réalisation par l'État normateur.....	394
1. Hypothèses simples.....	394
2. Hypothèse complexe : la réalisation du droit à l'étranger.....	395
B. Réalisation par l'État étranger, 1 : mise en œuvre sollicitée.....	396
1. La coopération judiciaire internationale.....	397
2. L'extradition.....	398
C. Réalisation par l'État étranger, 2 : mise en œuvre autonome.....	400
1. Réalisation du droit privé.....	400
2. Réalisation du droit public.....	402
SECTION 4. Condition internationale des sujets internes, 2 : pouvoirs des États compétents.....	404
§ 1. Accès au territoire.....	404
A. Sujets de droit commun.....	405

1. Entrée et séjour	405
2. Sortie	406
B. Sujets soumis à un régime spécial : réfugiés et apatrides	409
§ 2. Condition des étrangers	411
A. Personnes étrangères	411
1. Égalité de traitement	411
2. Traitement international minimum	414
B. Biens et intérêts patrimoniaux des étrangers	416
1. Position du problème : le pouvoir de modification unilatérale des situations constituées	416
2. Droit international général	417
3. Droit conventionnel	421
§ 3. Condition des personnes sans considération de nationalité : la protection internationale des « droits de l'homme »	423
A. Inventaire et typologie	423
1. Recensement des instruments	423
2. Identification du corpus normatif	425
B. Régime légal	427
1. Obligations substantielles des États parties	428
2. Garanties d'exécution	430
CHAPITRE 7 STATUT ET CONDITION INTERNATIONALE DES ESPACES ..	437
SECTION 1. L'espace et sa répartition	437
§ 1. Typologie des espaces	438
A. Identification des genres	438
1. L'espace comme étendue	438
2. L'espace comme chose	439
3. Définitions et critères de qualification	440
B. Identification des espèces, 1 : éléments territoriaux	442
1. Territoire terrestre	442
2. Territoire aérien	443
3. Territoire maritime	443
C. Identification des espèces, 2 : éléments internationaux	445
1. Espaces maritimes et aériens	445
2. Espace extra-atmosphérique et corps célestes	447
3. Espaces terrestres	448
§ 2. Constitution des titres territoriaux	448
A. Titre principal	449
1. Identification du problème	449
2. Le titre sur les terres sans maître	450
B. Titres accessoires	452
1. Le titre sur les prolongements maritimes et aériens	453
2. Revendications territoriales propres à certains États	453

§ 3. Extension et délimitation des espaces.....	454	
A. Espaces de nature différente : limites internes et frontières unilatérales	454	
1. Délimitation en longueur (espaces maritimes).....	454	
2. Délimitation en hauteur (espaces aérien et extra-atmosphérique) ..	456	
B. Espaces de même nature : frontières bilatérales	457	
1. Frontières terrestres	457	
2. Frontières maritimes.....	459	
SECTION 2. Condition juridique du territoire	461	
§ 1. Effets du titre territorial	461	
A. Quant aux pouvoirs de l'État territorial	462	
1. Pouvoirs de droit commun	462	
2. Pouvoirs diminués : dissociation du titre et de ses attributs	464	
B. Quant aux relations entre l'État territorial et les États tiers	465	
1. Droits de l'État territorial (et obligations des États tiers).....	465	
2. Obligations de l'État territorial (et droits des États tiers).....	466	
§ 2. Mutations du titre territorial	468	
A. L'opération de mutation	468	
1. Typologie des mutations : modes de constitution des titres dérivés	468	
2. Validité des transferts	469	
3. Effets des mutations sur l'ordre juridique territorial : le problème de la succession d'États	471	
B. Succession d'États et ordre juridique international	473	
1. Principes directeurs	474	
2. Règles propres aux divers cas de succession	475	
C. Succession d'États et ordre juridique interne	478	
1. Situation patrimoniale de l'État prédécesseur : biens publics	479	
2. Suite : obligations contractuelles publiques (et situations juridiques subjectives réflexes).....	479	
3. Situations juridiques objectives	481	
CHAPITRE 8	RÉGIMES INTERNATIONAUX DE L'UTILISATION DES ESPACES	487
SECTION 1. Données générales	488	
§ 1. Réglementation internationale des espaces en tant que supports d'activités	488	
A. Bases statutaires.....	488	
1. Emprise de la souveraineté territoriale	489	
2. Tentatives d'élaboration de nouveaux concepts statutaires	489	
B. Approches fonctionnelles	490	
1. Diversité des utilisations	491	
2. Contradictions virtuelles des utilisations	492	
§ 2. Diversité des régimes juridiques	493	
1. Régimes coutumiers	494	

	2. Régimes conventionnels	495
	3. Actes unilatéraux	497
SECTION 2.	Communications	498
Sous-section 1.	Communications maritimes	499
§ 1.	Liberté de navigation	499
1.	En haute mer	499
2.	Prolongements	501
3.	Le problème de l'égalité d'accès à la haute mer	503
§ 2.	Régime international des navires	503
A.	Nationalité	504
1.	Attribution du pavillon	504
2.	Critères internationaux	504
B.	Distinction entre régimes des navires marchands et des navires de guerre	505
1.	Règles applicables aux navires marchands et assimilés	505
2.	Règles applicables aux navires de guerre et assimilés	506
§ 3.	Câbles, pipe-lines et tunnels sous-marins	506
Sous-section 2.	Communications fluviales	507
A.	Spécialité des régimes	507
1.	Absence d'un principe de liberté de navigation	508
2.	Exemples de régimes particuliers	508
B.	Tendances générales	509
1.	Limites de la liberté de navigation	509
2.	Gestion internationale de la navigation	510
Sous-section 3.	Communications par les canaux internationaux	511
1.	Le canal de Suez	511
2.	Le canal de Panama	512
Sous-section 4.	Communications aériennes	513
1.	Statut des aéronefs	514
2.	Réglementation du transport aérien	515
3.	Administration internationale de la navigation aérienne	516
4.	Lutte contre la piraterie et le terrorisme aériens	518
Sous-section 5.	Communications spatiales	519
§ 1.	Liberté d'utilisation de l'espace	519
1.	Liberté de circulation	520
2.	Obligations des États utilisateurs	521
§ 2.	Régime des objets spatiaux	522
1.	Définition et contenu	522
2.	Immatriculation et juridiction	523
§ 3.	Régime des communications spatiales	524
A.	Régime des activités	524
1.	Télédéttection	525
2.	Télédiffusion directe	526

B. Coopération internationale	526
SECTION 3. Utilisation des ressources naturelles	528
§ 1. Ressources des espaces maritimes	529
1. Haute mer	529
2. Zone économique	530
3. Plateau continental	532
4. Le fond des mers, ou la Zone	532
§ 2. Utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation	535
1. Notion de cours d'eau international	535
2. Obligations générales des riverains	536
3. Coopération conventionnelle entre États riverains	537
§ 3. Ressources de l'Antarctique et de la Lune	538
1. Éléments communs	538
2. Régimes spécifiques	539
SECTION 4. Protection de l'environnement naturel	540
§ 1. Standards généraux	541
A. De la déclaration de Stockholm (1972) à la conférence de Rio (1992)	541
1. La Déclaration de Stockholm	541
2. La Conférence de Rio sur l'environnement et le développement ..	542
B. Conventions particulières	543
1. Incorporation de la protection de l'environnement dans des conventions à objet plus général	543
2. Conventions régionales	544
3. Conventions thématiques	545
C. Changement climatique : de la convention cadre (1994) à la COP 21 (2015)	545
§ 2. Lutte contre la pollution	546
1. Mesures préventives	547
2. Mesures de police	549
3. Mesures répressives	549
4. Mesures réparatrices	550
SECTION 5. Recherche scientifique	551
A. Développement de la réglementation	551
B. Espaces internationalisés : liberté privilégiée	552
1. Liberté	552
2. Privilèges	553
C. Espaces territoriaux ou patrimoniaux : coopération obligée	554
1. Consentement de l'État côtier	554
2. Coopération	555

CHAPITRE 9	LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE DE L'ÉTAT	559
SECTION 1.	Consistance de la responsabilité	560
§ 1.	L'illicite et ses conséquences	561
1.	Point de vue théorique : la responsabilité comme concept	561
2.	Point de vue positif : la responsabilité comme mécanisme	562
3.	Droit applicable aux conséquences de l'illicite	564
§ 2.	Les obligations de l'État responsable	565
1.	Contenu des obligations.....	565
2.	Modalités de la réparation	566
SECTION 2.	Conditions d'engagement de la responsabilité	568
§ 1.	Le dommage international	569
A.	La notion de dommage international	569
1.	Définition du dommage	569
2.	Consistance du dommage	570
3.	Caractère international du dommage : l'État, victime du fait dommageable	572
B.	Dommages privés et protection diplomatique	573
1.	L'endossement des réclamations privées	573
2.	Conditions d'exercice de la protection diplomatique	576
§ 2.	Le fait générateur, 1 : imputabilité à l'État	580
1.	Notion et fonction	580
2.	Faits résultant de l'activité de l'État.....	581
3.	Faits rendus possibles par la passivité de l'État	583
4.	Facteurs de non-imputation	584
§ 3.	Le fait générateur, 2 : illicéité internationale	586
A.	Illicéité... ..	586
1.	La question du « fondement de la responsabilité »	586
2.	L'illicéité, condition de la responsabilité	587
3.	Modalités de l'illicite	589
B.	... Internationale	590
1.	Non-pertinence du droit interne pour qualifier un fait d'internationalement illicite	590
2.	Réalisation du fait internationalement illicite	591
3.	Articulation des ordres juridiques : la règle de l'épuisement des recours internes	592
CHAPITRE 10	DROIT DU CONTENTIEUX INTERNATIONAL	599
SECTION 1.	Les différends interétatiques et leurs modes de règlement	600
§ 1.	Le différend et son statut.....	600
A.	Définition et typologie	600
1.	La notion de différend	600
2.	Types de différends.....	601

B.	Statut du différend, 1 : le principe de l'« obligation de règlement pacifique »	602
1.	L'interdiction de régler les différends par des moyens non pacifiques	603
2.	L'obligation de négocier sur l'objet du différend	604
C.	Statut du différend, 2 : le principe du libre choix des moyens de règlement	605
§ 2.	Règlement du différend, 1 : modes diplomatiques	606
A.	Caractères d'ensemble	606
1.	Indétermination du cadre légal	607
2.	Liberté légale des parties et de l'organe de règlement	607
B.	Procédures informelles : l'assistance à la négociation	609
1.	La négociation comme mode de règlement	609
2.	Bons offices et médiation	609
C.	Procédures formelles : la conciliation	610
1.	Caractères généraux	610
2.	Applications	611
3.	Procédure de conciliation et recours à l'enquête	612
§ 3.	Règlement du différend, 2 : modes juridictionnels	613
A.	Caractères d'ensemble	613
1.	Défaut de liberté dans la détermination des bases de règlement ...	614
2.	Défaut de liberté dans l'acceptation de la solution	615
B.	Variétés	616
1.	Le mode arbitral	616
2.	Le mode judiciaire	617
SECTION 2.	La réalisation juridictionnelle du droit	619
§ 1.	L'organe juridictionnel	619
A.	Organes arbitraux	620
1.	Institution	620
2.	Composition	621
B.	Organes judiciaires	622
1.	Institution	622
2.	Composition	623
§ 2.	Formation de l'engagement juridictionnel	624
A.	Différends actuels	625
B.	Différends éventuels : la « juridiction obligatoire »	626
1.	Notion	626
2.	Techniques d'attribution	627
3.	Portée	629
§ 3.	Conditions d'exercice de la juridiction, 1 : compétence du tribunal ...	630
A.	Validité des engagements juridictionnels	630
1.	Validité initiale	630
2.	Maintien en vigueur	632

B.	Réalisation des conditions incluses dans les engagements juridictionnels	633
1.	Recensement des conditions	633
2.	La base commune des engagements	635
§ 4.	Conditions d'exercice de la juridiction, 2 : recevabilité de l'action.....	636
A.	Conditions tenant à la nature de la fonction juridictionnelle contentieuse	636
1.	Existence d'un différend	637
2.	Justiciabilité du différend.....	639
B.	Autres conditions	639
§ 5.	L'instance.....	640
A.	Détermination du droit processuel	640
B.	Déroulement de l'instance.....	641
1.	Cours ordinaire de l'instance	641
2.	Les procédures incidentes	643
§ 6.	L'acte juridictionnel	645
A.	Formation.....	645
1.	Technique d'élaboration	645
2.	Validité	646
B.	Effets légaux	647
1.	Autorité de chose jugée	647
2.	Voies de recours.....	648
3.	Exécution.....	650
§ 7.	Contentieux transétatiques	651
1.	Notion.....	651
2.	Règlement arbitral.....	651
3.	Règlement judiciaire	653

CHAPITRE 11	DROIT DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES	659
--------------------	---	------------

SECTION 1.	Paix, sécurité et droit international	659
1.	Approches juridiques de la paix	659
2.	Vocabulaire et concepts juridiques	660
3.	Conditions et mécanismes de la sécurité internationale	662
SECTION 2.	Réglementation du recours à la force armée par les États	663
Sous-section 1.	Restriction progressive du droit de recourir à la force	663
A.	Droit international classique.....	663
B.	Les premières restrictions au XIX ^e siècle	664
C.	L'entre-deux-guerres	665
Sous-section 2.	Réglementation contemporaine	666
§ 1.	Corpus juridique	667
1.	Dispositions de la Charte.....	667
2.	Développements postérieurs	668

§ 2. Recours à la force prohibés	670
1. Destinataires de la prohibition	670
2. Notion de force prohibée	671
3. Menace et emploi de la force	673
4. Force prohibée et relations internationales	674
5. Objet et but du recours à la force	676
§ 3. Recours à la force licites	676
A. Hypothèses explicites	677
1. La légitime défense	677
2. L'assistance aux actions des Nations Unies	679
B. Hypothèses implicites	679
1. Obstacles à leur construction juridique	680
2. Intervention d'humanité	680
3. Responsabilité de protéger	681
SECTION 3. Action des organisations internationales	683
Sous-section 1. Dispositif institutionnel des Nations Unies	683
A. Architecture politique	684
1. Conseil de sécurité	684
2. Assemblée générale	685
B. Compétences des organes	686
1. Conseil de sécurité	686
2. Assemblée générale	688
3. Secrétaire général	690
4. Cour internationale de Justice	691
C. Pouvoirs	692
1. Autorité des mesures prises	692
2. Pouvoir discrétionnaire	693
Sous-section 2. Modalités d'action	695
§ 1. Adaptation des mesures coercitives	696
A. Paralysie de l'action militaire directe du Conseil de sécurité	696
B. Mise en œuvre du Chapitre VII	697
1. Mesures coercitives et « sanctions »	697
2. Diversité des techniques	698
§ 2. Extension des actions de paix du Conseil de sécurité	699
A. Gamme des moyens du Conseil	700
B. Modèle classique des « opérations du maintien de la paix »	703
1. Bases juridiques	703
2. Caractères	704
C. Élargissement et renforcement des actions de paix	705
1. Élargissement des objets	705
2. Renforcement des techniques	706
§ 3. Multiplicité des partenariats	708
A. Autres organes des Nations Unies	708

1. Assemblée générale.....	708
2. Secrétaire général	709
B. Autres organisations multilatérales	710
C. Organisations régionales	710
1. Ambiguïtés du régionalisme	711
2. Problèmes de coordination avec les Nations Unies.....	712
§ 4. Concurrence et substitution	713
1. Actions autonomes des organisations régionales ou de légitime défense collective	713
2. Coalitions non autorisées	714
3. Le retour du Conseil de sécurité	715
SECTION 4. Droit international humanitaire	716
§ 1. Problèmes généraux.....	717
A. Problèmes de principe	717
1. Problèmes permanents	717
2. Données contemporaines	718
B. Approches juridiques.....	719
1. Aspect normatif.....	719
2. Assistance aux victimes	720
3. Aspect répressif	723
§ 2. Règles de protection	725
1. Limitation des moyens et méthodes de combat.....	725
2. Protection des victimes des conflits armés	727
3. Régime de l'occupation militaire	727
SECTION 5. Désarmement, maîtrise des armements, lutte contre la prolifération... 728	
Sous-section 1. Approches et instances du désarmement	729
A. Désarmement général et complet	729
B. Maîtrise des armements, ou « <i>arms control</i> »	731
C. Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.....	732
Sous-section 2. Régimes conventionnels de limitation des armements	733
§ 1. Caractéristiques des instruments juridiques.....	733
1. Contexte juridique.....	733
2. Technique juridique	734
3. Précarité	734
§ 2. Éléments de réglementation	735
A. Réglementation des armes nucléaires	735
1. Les armes nucléaires en droit international général	735
2. Interdiction des essais nucléaires.....	736
3. Espaces partiellement ou totalement dénucléarisés	737
4. Non-prolifération.....	737
5. Limitation, prohibition et destruction de systèmes de missiles et d'armes nucléaires	738
B. Régime des autres armes de destruction massive	739

C.	Limitation des armements classiques.....	741
D.	Garanties, mesures de confiance, vérification	741
1.	Garanties	742
2.	Mesures de confiance et de sécurité.....	742
3.	Vérification	743
Sous-section 3.	Mécanismes de lutte contre la prolifération	744
A.	Le Conseil de sécurité et le désarmement de l'Iraq	745
B.	Entre actions unilatérales et canalisation institutionnelle.....	745
1.	L'action unilatérale et ses limites	746
2.	Perspectives d'une canalisation institutionnelle	747
CHAPITRE 12	DROIT DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.....	753
SECTION 1.	Présentation générale	753
A.	Dynamique de l'organisation internationale	754
B.	Unité et diversité du droit des organisations internationales	756
C.	Classification des organisations internationales	757
SECTION 2.	Aspects statutaires	758
§ 1.	Situation légale propre	759
A.	En droit international	759
1.	Fondement des attributs légaux	759
2.	Existence corporative	761
3.	Qualité de sujet	763
4.	Capacité d'agir	763
B.	En droit interne	765
1.	Personnalité et capacité.....	765
2.	Soumission à l'ordre juridique étatique	766
§ 2.	Cadre légal de l'activité	767
A.	Le « droit constitutionnel » de l'organisation	767
1.	Acte constitutif	767
2.	Pratique constitutionnelle.....	769
B.	Détermination des compétences et des pouvoirs.....	770
1.	Facteurs de restriction	770
2.	Facteurs d'extension	771
C.	Techniques légales d'action	773
1.	Inventaire	773
2.	Traités des organisations internationales.....	774
SECTION 3.	Aspects structurels	776
§ 1.	Participation	776
A.	Modalités	776
1.	États	776
2.	Collectivités non étatiques	778
B.	Le statut de membre	779

1. Acquisition	779
2. Situation des membres dans l'organisation	780
3. Perte	781
§ 2. Organes	782
A. Classification	782
1. Origine	783
2. Nature	783
3. Extension	784
4. Fonctions	785
B. Fonctionnement	787
1. Relations entre organes	787
2. Modes de votation.....	788
3. Moyens humains et financiers	790
Index des instruments et textes cités	795
Index de la jurisprudence citée	823
Index analytique	835